

**Moody's adresse un ultimatum aux dirigeants libanais****RÉFORMES**

Moody's a décidé, lors d'une récente réunion, de maintenir la notation souveraine du Liban, tout en avertissant qu'en cas d'absence de progrès décisifs dans le processus d'élaboration du budget pour 2020, cette note serait revue à la baisse « dans trois mois ». Le budget 2020 doit accélérer la mise en place des réformes que le pays s'est engagé à lancer lors de la conférence de Paris d'avril 2018 (CEDRE), portant principalement sur l'assainissement des finances publiques. La décision de Moody's, l'une des trois principales agences de notation financière américaines avec Fitch et Standard & Poor's (S&P), a été dans un premier temps rapportée par le ministère libanais des Finances, avant d'être rendue publique. Selon une source bancaire, les communiqués des agences de notation sont généralement envoyés aux gouvernants des pays concernés 24 heures avant leur publication.

L'agence internationale a justifié sa décision de mise « sous surveillance » de la note souveraine du Liban par l'« important resserrement des conditions de financement externe et l'inversion de la dynamique de croissance des entrées de dépôts bancaires (désormais en baisse) qui sont essentielles pour permettre au Liban de répondre aux besoins de financement du gouvernement ». Selon l'agence de notation, « ces facteurs ont accentué l'aggravation déjà croissante de la situation de la balance des paiements », dont le déficit n'a cessé de croître. Les aides financières extérieures attendues (notamment de la part de l'Arabie saoudite) n'ont pas encore été octroyées et l'accès aux marchés des capitaux à des taux viables (pas trop élevés) reste difficile, note encore Moody's. De plus, le fait que le gouvernement dépende grandement des réserves en devises de la Banque centrale pour rembourser les eurobonds qui arrivent à maturité risque de déstabiliser la capacité de la BDL à maintenir l'arrimage de la livre au dollar et à assurer la stabilité financière à long terme, compte tenu de la situation actuelle de la balance des paiements, prévient l'agence de notation. Les agences de notation scrutent avec inquiétude depuis des mois l'évolution de la stabilité financière du pays. Le Liban a été noté en janvier « Caa1 » avec perspective « stable » par Moody's, qui avait été la première à dégrader la perspective du pays, puis sa note entre décembre 2018 et janvier dernier, sanctionnant ainsi le blocage du processus de formation du gouvernement qui durait alors depuis les législatives de mai 2018. Fitch et S&P ont réagi à leur rythme. La première a d'abord dégradé la perspective du pays en décembre 2018, emboîtant le pas à Moody's, et a ensuite dégradé la note du pays qui est actuellement à « CCC » sans perspective en août dernier. S&P a attendu mars pour dégrader la perspective du pays et a enfin annoncé en août dernier sa décision d'attendre le budget 2020 avant de trancher.

**Dettes publiques à 86 milliards de dollars**

Au niveau des chiffres, la dette publique du pays a atteint 86 milliards de dollars fin juillet, en hausse de 3,7 % en rythme annuel, pour un ratio dette / PIB d'environ 150 %, sa balance des paiements affiche un déficit cumulé de -5,3 milliards de dollars sur la même période, pour un déficit commercial de 10,2 milliards de dollars (+1 %). Le déficit public a, lui, explosé en 2018 (6,2 milliards de dollars, soit plus de 11 % du PIB) et la bonne trajectoire suivie par les finances publiques cette année (-20,3 % pour le déficit des finances publiques à fin juin selon les derniers chiffres publiés) n'a pas suffi à rassurer.

Lors de la CEDRE, les dirigeants libanais se sont engagés auprès de leurs soutiens à lancer des réformes pour réduire le déficit public – d'un point de PIB par an en cinq ans – et à restructurer l'économie, qui devrait afficher une croissance nulle, voire négative cette année selon les estimations. La mise en œuvre de ces réformes doit convaincre les donateurs de la CEDRE de débloquer plus de 11 milliards de dollars de prêts et dons devant financer des projets de réhabilitation d'infrastructures figurant dans le Capital Investment Plan (CIP) préparé par le gouvernement libanais.

Pour l'heure, les mesures adoptées – notamment dans le budget pour 2019 voté avec près de sept mois de retard par rapport aux délais constitutionnels – n'ont pas convaincu les agences de notation ou les donateurs qui ont unanimement appelé les dirigeants libanais à élaborer et voter un budget pour 2020 crédible avant la fin de l'année.